



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/7
14 avril 2015

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-quatorzième réunion
Montréal, 18 – 22 mai 2014

RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT DE PROJETS DE 2015

Contexte

1. Ce rapport donne au Comité exécutif un compte rendu des résultats déclarés dans les rapports d'achèvement de projets (RAP) pour les projets d'accords pluriannuels (partie I) et les projets individuels (partie II) reçus au 10 mars 2015¹. Les deux rapports globaux sont présentés dans le même document afin de donner une image globale de la situation entourant les RAP attendus, dans l'espoir d'accélérer la présentation des RAP en souffrance depuis longtemps. Ce document sera présenté à toutes les réunions du Comité exécutif.

PARTIE I. Rapports d'achèvement de projets d'accords pluriannuels

I. Aperçu des RAP de projets d'accords pluriannuels reçus

2. Les agences d'exécution et bilatérales n'ont remis que 45 rapports sur les 135 projets d'accords pluriannuels achevés, ce qui laisse 90 rapports en souffrance, comme indiqué dans le tableau 1. La liste des 26 RAP remis pendant la période visée par ce rapport² est jointe à l'annexe I au présent rapport.

¹ Le projet de document a été envoyé aux agences d'exécution et bilatérales. La version finale du document tient compte des commentaires reçus.

² Après la 72^e réunion (du 17 mai 2014 au 10 mars 2015).

Tableau 1. Aperçu des projets d'accords pluriannuels

Agence principale	Projets d'accords pluriannuels achevés	Nombre total de RAP reçus de projets d'accords pluriannuels achevés	RAP de projets d'accords pluriannuels en souffrance	RAP reçus pendant la période visée par le rapport*
Canada	3	0	3	0
France	4	0	4	0
Allemagne	9	4	5	0
Japon	1	0	1	0
PNUD	19	16	3	15
PNUE	47	6	41	1
ONUDI	34	19	15	10
Banque mondiale	18	0	18	0
Total	135	45	90	26

*Après la 72^e réunion (du 17 mai 2014 au 10 mars 2015).

3. Le Secrétariat a examiné les RAP proposés, notamment en ce qui a trait au budget et aux dépenses, à l'élimination réalisée, aux retards dans la mise en œuvre, à l'évaluation générale et aux enseignements tirés, comme indiqué ci-dessous.

II. Budget et dépenses

4. Le tableau 2 révèle que les dépenses réelles des 26 RAP de projets d'accords pluriannuels représentent 99,97 pour cent des dépenses prévues, ce qui indique que des économies ont été réalisées. Ces données devront être confirmées lors de la publication des rapports financiers finaux.

Tableau 2. Budget approuvé et chiffres réels (\$US)

Agence principale	Nombre de RAP de projets d'accords pluriannuels	Financement des accords pluriannuels en vertu des accords (\$US)	Sommes approuvées pour les accords pluriannuels (\$US)	Sommes décaissées dans les accords pluriannuels (\$US)
PNUD	15	71 395 082	71 325 712	71 325 712
PNUE	1	325 000	324 600	324 600
ONUDI	10	37 901 344	37 442 016	37 408 606
Total	26	109 621 426	109 092 328	109 058 918

III. Élimination de SAO réalisée

5. L'élimination déclarée dans les RAP des 26 projets d'accords pluriannuels correspond aux objectifs, dans la plupart des cas, comme indiqué dans le tableau 3.

Tableau 3. Élimination des SAO

Agence principale	Nombre de RAP d'accords pluriannuels	Élimination de SAO en vertu des accords	Élimination de SAO approuvée (inventaire)	Élimination réelle de SAO (rapport périodique)*
PNUD	15	12 984,1	13 988,4	13 988,4
PNUE	1	7,9	7,9	7,9
ONUDI	10	5 110,2	5 119,1	5 219,9
Total	26	18 102,2	19 115,4	19 216,2

*Au 31 décembre 2013

IV. Retards dans la mise en œuvre de projets

6. Vingt-trois des 26 RAP de projets d'accords pluriannuels reçus font état de retards variant de quatre à 61 mois ; un projet a été mené à terme avant la date prévue et deux ont été achevés à la date prévue, comme indiqué dans le tableau 4. Au total, 61,5 pour cent des RAP font état d'un retard de plus de 12 mois.

Tableau 4. Durée moyenne et retards dans la mise en œuvre des accords pluriannuels

Agence principale	Nombre de RAP d'accords pluriannuels	Durée moyenne (mois)	Retard moyen (mois)
PNUD	15	87,26	18,97
PNUE	1	41,60	12,20
ONUDI	10	84,63	25,59
Total	26	84,49	21,25

V. Calendrier de remise des RAP en 2015

7. Les agences d'exécution ont présenté des calendriers de remise des RAP en souffrance pour les projets achevés au 31 décembre 2013, comme indiqué au tableau 5. Les agences d'exécution et bilatérales remettront également des RAP pour les projets achevés en 2014 pendant l'année 2015.

Tableau 5. Calendrier de remise des RAP d'accords pluriannuels en souffrance au cours de 2015

Agence principale	Date	Secteur	Accords pluriannuels achevés	Accords pluriannuels par décision
Banque mondiale	Mai 2015	Plan d'élimination des CFC (1) Production (1)* Production (4) Plan d'élimination des SAO (1)	6	1
	Juin 2015	Mousses (1) Plan d'élimination des SAO (1)	2	
	Juillet 2015	Plan d'élimination des SAO, climatiseurs d'automobile (1) Plan d'élimination des SAO, mousses (1) Plan d'élimination des SAO, aérosols (1)	3	
	Septembre 2015	Production (1)	1	
	Novembre 2015	Plan d'élimination des CFC (1) Production (3) Plan sectoriel sur le tétrachlorure de carbone (1)	4	1
	Total			18
PNUD	Juin 2015	Plan d'élimination des SAO (1) Solvants (1)	2	
	Total		2	
PNUE	Mai 2015	Plan d'élimination des CFC (34) Plan d'élimination des SAO (6)	32	8
	Juin 2015	Plan d'élimination des CFC (8) Plan d'élimination des SAO (1)	9	
	Octobre 2015	Plan d'élimination des SAO (3)		3
	Total		41	11

Agence principale	Date	Secteur	Accords pluriannuels achevés	Accords pluriannuels par décision
ONUDI**	Avril 2015	Plan d'élimination des CFC	1	
	Mai 2015	Production de SAO	1	
	Juin 2015	Plan d'élimination des SAO	1	
	Juillet 2015	Bromure de méthyle	1	
	Septembre 2015	Plan d'élimination des SAO	1	
	Octobre 2015	Solvants	1	
	Novembre 2015	Plan d'élimination des SAO	1	
	Décembre 2015	Plan d'élimination des SAO		1
	Décembre 2015	Plan d'élimination des SAO		1
	Janvier 2016	Élimination des SAO	1	
	Février 2016	Entretien de l'équipement de réfrigération (CFC)	1	
	Mars 2016	Plan d'élimination des CFC	1	
	Avril 2016	Plan d'élimination des CFC	1	
	Mai 2016	Plan d'élimination des SAO	1	
	Juin 2016	Bromure de méthyle	1	
	Juillet 2016	Plan d'élimination des CFC	1	
	Septembre 2016	Plan d'élimination des CFC		1
	Octobre 2016	Bromure de méthyle		1
	Novembre 2016	Plan d'élimination des CFC		1
	Décembre 2016	Plan d'élimination des CFC		1
	Total		14	7

* Comprend un RAP d'un projet bilatéral des États-Unis d'Amérique et le plan d'élimination accélérée des CFC, du tétrachlorure de carbone des halons en Chine (CPR/PRO/44/INV/425 et CPR/PRO/47/INV/439).

** La date de proposition de plan du secteur du bromure de méthyle au Maroc n'a pas encore été fixée.

VI. Causes des retards

8. Les retards liés aux entreprises ont surtout pour raison l'absence de solutions de remplacement, la lenteur de la reconversion et de la production, et les problèmes administratifs et liés aux achats tels que la signature de contrats, les paiements et la préparation des lieux. Dans le même ordre d'idées, les fournisseurs et les entrepreneurs ont connu des retards dans la livraison et la fabrication d'équipement.

9. Les causes de report de projets liées aux gouvernements portent sur la complexité des mesures administratives (par exemple, les longs délais de dédouanement), la difficulté à désigner une institution nationale de contrepartie, d'autres priorités nationales (par exemple, expansion du canal de Panama) et des retards dans l'adoption de politiques.

VII. Enseignements tirés

10. Tous les RAP font état d'enseignements tirés de la mise en œuvre des projets. En voici les faits saillants.

Conception, préparation et mise en œuvre des projets

11. Les stratégies mondiales ne peuvent pas nécessairement être appliquées universellement sans tenir compte de leurs circonstances particulières des pays (par exemple, le secteur de l'entretien principalement informel au Brésil). Les relations et le commerce internationaux peuvent fournir la

motivation nécessaire pour réussir le programme d'élimination des SAO (par exemple, l'engagement de la Turquie envers l'Union européenne pour le commerce et autres règles et interdictions liées aux SAO).

12. Les premières consultations menées auprès de l'ensemble des parties prenantes dès le début du projet, afin de définir de bonnes valeurs de référence et de fixer des objectifs clairs et mesurables, ont été essentielles au succès de la mise en œuvre. La souplesse et la créativité appliquées lors de la mise en œuvre afin d'effectuer des rajustements si nécessaire sont des facteurs clés du succès du projet. Le développement plus poussé des synergies existantes et l'application des enseignements tirés de ces expériences ont aidé les agences d'exécution à économiser un temps précieux et à assurer un démarrage rapide des projets dans les pays.

13. Les contraintes financières du volet de démonstration ont limité le nombre de pays participants ainsi que la diffusion d'information sur les technologies de remplacement et les avantages des modèles d'équipement plus récents offrant une meilleure économie énergétique. Par exemple, au Mexique, les procédures élaborées pour mesurer et vérifier les économies d'électricité ont été essentielles afin que les fabricants de refroidisseurs puissent vendre et garantir les meilleurs produits, ce qui a attiré les institutions et les entreprises souhaitant réaliser des économies énergétiques et d'entretien.

14. Les parties prenantes de plus petite envergure et à technologie restreinte ont besoin d'une assistance technique plus étroite afin d'atteindre leurs objectifs (par exemple, en Indonésie, les nouvelles machines nécessitent une capacité électrique accrue et de plus gros investissements, ce que les entreprises ne peuvent se permettre). Par contre, les petites entreprises sont plus ouvertes au changement et à l'essai de solutions de remplacement.

15. Les projets de démonstration du Brésil ont proposé des mesures d'incitation financières afin de favoriser des pratiques innovatrices que les utilisateurs finaux hésitaient à appliquer. De même, au Mexique, les nouvelles technologies, les nouveaux systèmes et la libre participation des techniciens ont abouti à un changement de disposition et de culture.

16. La livraison d'équipement par contrat de prêt à titre gratuit en Colombie a entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets. Pourtant, les contrats de prêt à titre gratuit sont considérés comme une bonne initiative. Par exemple, le contrat de prêt à titre gratuit a mené à la récupération et au recyclage obligatoires des frigorigènes gazeux, ce qui a eu pour effet de renforcer les pratiques techniques des techniciens.

17. Les industries manufacturières ne possèdent pas toutes des techniciens accrédités pour installer l'équipement de réfrigération à base de HCFC. La plupart des entreprises d'entretien du Brésil n'avaient pas l'équipement ni les outils nécessaires pour récupérer les SAO. Les activités d'investissement ont donc été essentielles. Au Bénin, les coûts de transport et de leurs conséquences importantes sur le budget de la tranche ont mis en évidence la nécessité d'acheter de l'équipement au cours d'une même tranche, une situation encore plus frappante dans les projets à plus faible coût comportant plusieurs tranches.

18. Les enseignements tirés du projet sur l'utilisation du bromure de méthyle en agriculture au Liban ont révélé que la combinaison de plusieurs solutions de remplacement du bromure de méthyle donne les meilleurs résultats. Toutes les solutions de remplacement du bromure de méthyle doivent être utilisées dans un contexte de gestion intégrée des cultures. De plus, les démonstrations sur le terrain sont un excellent moyen de communiquer l'information aux cultivateurs et de les convaincre d'adopter des solutions de remplacement du bromure de méthyle. La technologie à base de plateaux flottants a été un succès au Malawi, et les producteurs de tabac l'ont adoptée. Cependant, cette technologie est importée et exige des investissements. L'importation de technologies pourrait ralentir la production locale de plateaux. Au Malawi, l'arrivée des plateaux flottants a ramené une maladie courante des années 1960. Les connaissances des cultivateurs à cet égard ont été essentielles afin de freiner la maladie au moyen des produits chimiques appropriés.

Disponibilité des technologies de remplacement

19. L'achat de nouvel équipement international peut être difficile sur les plans technique et financier. Une visite d'étude de l'usine du fournisseur jumelée à des cours de formation sur place a permis de soutenir les entreprises. Le processus d'achat de technologies de remplacement doit être mieux encadré afin d'établir les sources d'approvisionnement et de préparer les listes courtes qui garantiront la participation des soumissionnaires compétents. La recherche et le développement réalisés avec l'aide d'universités, d'experts, d'importateurs et d'industries sont essentiels au choix des technologies de remplacement pertinentes, et les discussions avec les fournisseurs dans le but de promouvoir ces technologies sont primordiales afin d'accroître leur disponibilité.

20. Les projets du Liban ont fait état de la nécessité de trouver des solutions de remplacement adaptées aux pratiques des différentes régions, qui doivent être mises à l'essai avant d'être adoptées par le pays. Ainsi, le mode d'application doit être adapté à l'infrastructure agricole du pays.

Renforcement des capacités et formation

21. Le renforcement des capacités nationales est un moyen économique de mettre en œuvre un projet. Une formation souple et l'établissement de plans d'urgence doivent être des activités permanentes, notamment à cause du roulement de personnel dans les organisations officielles et privées. De même, les relations bien établies et actives entre les agences d'exécution et les Bureaux nationaux de l'ozone facilitent l'exécution efficace, proactive et réussie du projet.

22. Les communications avec les associations de l'industrie, les académies et les entreprises, et la participation de celles-ci, ont facilité l'élaboration de programmes de renforcement des capacités, de mesures et d'instruments de politique pertinents, ce qui a créé un environnement propice et suscité un sentiment d'appartenance chez les parties prenantes concernant la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC.

23. Une formation pratique et le réseautage (électronique) des formateurs et des utilisateurs finaux par le biais d'ateliers, de la diffusion d'histoires de réussite et de réunions d'examen périodiques contribuent à améliorer les habiletés techniques et à offrir des services de renforcement des capacités aux pays.

24. La régionalisation du projet en Colombie a assuré une couverture plus vaste, ce qui a eu comme conséquence de renforcer le secteur de la réfrigération et de la climatisation à l'échelle du pays. De même, en République dominicaine, la mise sur pied de cours de formation dans les provinces a aidé à développer les connaissances techniques des techniciens et à accroître la demande pour des frigorigènes de remplacement.

Sensibilisation aux politiques et à la réglementation

25. Les règles juridiques ayant joué un rôle déterminant dans l'élimination des CFC sont essentielles aux fins de réglementation de l'élimination des HCFC. Elles doivent être débattues à l'avance avec les secteurs concernés afin de faciliter la réalisation graduelle des objectifs fixés. Par exemple, en Argentine, l'interdiction d'utiliser les CFC a eu des conséquences sur les outils de transformation technologiques. La date de son entrée en vigueur pour l'élimination des HCFC doit tenir compte des différents types de parties prenantes en cause, des innovateurs, des adopteurs précoces ainsi que des adopteurs tardifs, afin que l'interdiction soit vue comme un facteur de motivation et non comme un obstacle impossible à surmonter.

26. Le dialogue et la coordination intra gouvernementaux aboutissent à des accords efficaces avec les différents secteurs de l'économie nationale. Les connaissances des autorités locales au sujet du secteur

régional et le réseautage entre les parties prenantes sont essentielles au développement et au maintien d'une coopération avec les contreparties gouvernementales afin de garantir l'intégration et l'appui du programme.

27. En Turquie, les activités de sensibilisation et de formation ont systématiquement été offertes en tant que première étape dans la promotion des projets de démonstration. Elles se sont poursuivies pendant toute la durée des projets d'investissement et ont joué un rôle clé dans l'adoption des solutions de remplacement par le secteur commercial. Des activités de sensibilisation intensives ont également été nécessaires afin d'assurer une diffusion suffisante des mesures légales appuyant l'élimination du bromure de méthyle.

Partie II. RAP pour les projets individuels

I. Aperçu des RAP reçus et en souffrance

28. Cette partie du document offre un aperçu des RAP reçus pendant la période visée par le rapport, soit du 11 septembre 2014 au 10 mars 2015.

29. Sept RAP reçus portaient sur des projets d'investissement (tableau 6) et six sur des projets ne portant pas sur des investissements (tableau 7). La liste des 13 RAP portant sur des projets individuels présentés pendant la période visée par le rapport est jointe à l'annexe II au présent rapport.

Tableau 6. RAP remis pour des projets d'investissement

Agence	Projets achevés en date de décembre 2013	RAP reçus	RAP en souffrance	RAP reçus pendant la période visée par le rapport ¹
France	15	12 ²	3	1
Allemagne	19	19 ³	0	S.o.
Italie	10	10 ⁴	0	S.o.
Japon	6	6	0	S.o.
Espagne	1	1	0	S.o.
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	0	S.o.
États-Unis d'Amérique	2	2	0	S.o.
PNUD	893	893 ⁵	0	2
ONUDI	444	444 ⁶	0	2
Banque mondiale	455	452 ⁷	3	2
Total	1 846	1 840	6	7

¹ Du 11 septembre 2014 au 10 mars 2015.

² La France a également présenté 1 RAP pour un projet d'accord pluriannuel.

³ L'Allemagne a également présenté 1 RAP pour un projet d'accord pluriannuel.

⁴ L'Italie a également présenté 1 RAP pour un projet d'un accord pluriannuel.

⁵ Le PNUD a également présenté 2 RAP pour des projets annulés et 3 RAP pour des projets d'accords pluriannuels.

⁶ L'ONUDI a également présenté 2 RAP pour des projets annulés, 9 rapports d'annulation, 22 RAP pour des projets d'accords pluriannuels et 2 RAP pour des projets en cours.

⁷ La Banque mondiale a également présenté 2 RAP pour des projets annulés.

Tableau 7. RAP remis pour des projets ne portant pas sur des investissements*

Agence	Projets achevés en date de décembre 2013	RAP reçus	RAP en souffrance	RAP reçus pendant la période visée par le rapport ¹
Australie	25	25 ²	0	S.o.
Autriche	1	1	0	S.o.
Canada	57	55	2	0
République tchèque	2	2	0	S.o.

Agence	Projets achevés en date de décembre 2013	RAP reçus	RAP en souffrance	RAP reçus pendant la période visée par le rapport ¹
Danemark	1	1	0	S.o.
Finlande	5	5	0	S.o.
France	31	14	17	0
Allemagne	54	51	3	0
Israël	2	2	0	S.o.
Japon	13	8	5	0
Pologne	1	1	0	S.o.
Portugal	1	0	1	0
Afrique du Sud	1	1	0	S.o.
Espagne	3	3	0	S.o.
Suède	5	5 ³	0	S.o.
Suisse	3	3	0	S.o.
États-Unis d'Amérique	40	40	0	S.o.
PNUD	262	261 ⁴	1	1
PNUE	428	410 ⁵	18	0
ONUDI	112	112 ⁶	0	1
Banque mondiale	39	36	3	4
Total	1 086	1 036	50	6

*Ne comprennent pas la préparation de projets, les programmes de pays, les projets pluriannuels et les projets en cours tels que les activités de réseautage et de centre d'échanges, de même que les projets de renforcement des institutions.

¹ Du 11 septembre 2014 au 10 mars 2015.

² L'Australie a également présenté 1 RAP pour un projet annulé.

³ La Suède a également présenté 3 RAP pour des projets d'accords pluriannuels et 3 RAP pour des projets transférés.

⁴ Le PNDP a également présenté 2 RAP pour des projets transférés, 1 RAP pour un projet d'accord pluriannuel et 1 RAP pour un projet achevé en 2014.

⁵ Le PNUE a également présenté 12 RAP pour des projets d'accords pluriannuels.

⁶ L'ONUDI a également présenté 3 RAP pour des projets d'accords pluriannuels.

30. Le Secrétariat a examiné les RAP proposés, notamment en ce qui concerne le budget et les dépenses, l'élimination réalisée, les retards dans la mise en œuvre, l'évaluation générale et les enseignements tirés, comme expliqué ci-dessous.³

II. Budgets, élimination, durée et retards abordés dans les RAP

31. Le tableau 8 révèle que les dépenses réelles représentent 95,3 pour cent des dépenses planifiées, ce qui indique que des économies ont été réalisées. Ces données devront être confirmées lors de la publication des rapports financiers finaux.

Tableau 8. Budgets, élimination et retards déclarés dans des RAP

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	PAO à éliminer (tonnes PAO)	PAO éliminées (tonnes PAO)	Durée moyenne (mois)	Retard moyen (mois)
France	1	1 006 652	637 046	61,0	61,0	105,50	55,80
PNUD	3	9 720 854	9 720 481	185,4	185,4	79,14	39,23
ONUDI	3	4 097 694	4 097 694	190,8	190,8	51,07	17,90
Banque mondiale	6	2 544 096	2 104 100	651,8	933,2	96,21	67,13
Total	13	17 369 296	16 559 321	1 089,0	1 370,4	82,57	48,46

³ Cet examen n'a pas porté sur les programmes de pays, la préparation de projets ni les activités récurrentes du PNUE (dont le réseautage), pour lesquels aucun RAP n'est exigé, conformément à la décision 29/4.

32. Les retards subis dans la mise en œuvre des projets varient énormément. Les 13 projets ont subi des retards dans la mise en œuvre, qui ont varié de 12 à 140 mois, pour une moyenne de 48,46 mois.

33. La différence entre l'élimination PAO planifiée et l'élimination réalisée est presque entièrement attribuable à un projet mis en œuvre par la Banque mondiale pour lequel les quantités de SAO éliminées déclarées ont été supérieures aux prévisions.

34. Les agences d'exécution et bilatérales ont déclaré que 23,1 pour cent des projets ont été très satisfaisants et 53,8 pour cent ont été satisfaisants comme planifiés, comme indiqué dans le tableau 9. La validité de ces déclarations ne peut être vérifiée que lors des évaluations.

Tableau 9. Évaluation générale des projets ne portant pas sur des investissements par les agences d'exécution

Évaluation	France	Banque mondiale	PNUD	ONUDI	Total	Pourcentage du total
Très satisfaisant				3	3	23,1
Satisfaisant ou satisfaisant comme planifié	1	4	2		7	53,8
Satisfaisant, mais non comme planifié		1			1	7,7
Moins satisfaisant			1		1	7,7
Sans objet		1			1	7,7
Total	1	6	3	3	13	100,0

III. Calendrier de remise des RAP en 2105

35. Les agences d'exécution ont présenté des calendriers de remise des RAP de projets achevés au 31 décembre 2013 dus en 2015 à la 73^e réunion, sauf pour le PNUE, comme indiqué dans le tableau 10.

Tableau 10. Calendriers de remise des RAP en souffrance en 2015

Agence	Date	Secteur	RAP de projets ne portant pas sur des investissements
PNUE	Mai 2015	Aérosols (1) Plan d'élimination des CFC (1) Halons (1) Réfrigération (4) Plusieurs (5)	12
	Septembre 2015	Réfrigération	6
	Total		18

IV. Améliorer la cohérence des données déclarées dans les RAP et les rapports périodiques annuels⁴

36. Dans sa décision 73/5 (b)(i), le Comité exécutif demande aux agences d'exécution et bilatérales d'établir, en collaboration avec le Secrétariat, la cohérence des données déclarées dans les RAP, contenues dans l'inventaire et dans les rapports périodiques annuels, avant la fin décembre 2014. Le Secrétariat a fourni aux agences de l'information détaillée sur le caractère complet des données et les contradictions dans les RAP reçus par rapport à l'inventaire et aux rapports périodiques. Tous les cas de données incomplètes et de données contradictoires dans les RAP reçus en 2003, 2004, 2005, 2009, 2010 et 2011 ont été réglés. Le processus se poursuit toujours pour les projets de la Banque mondiale de 2006, 2007, 2008, 2012 et 2013.

V. Causes des retards

Projets d'assistance technique

37. En Argentine, le retard est attribuable aux virements de fonds entre l'agence d'exécution et les opérateurs, ainsi qu'au changement de personnel au sein du gouvernement. La Banque mondiale a embauché un consultant et réglé le premier problème, tandis que les rencontres et les échanges se poursuivent concernant le deuxième.

Projets de démonstration

38. Les longues recherches pour une infrastructure technique et le manque d'expérience du personnel sur place ont retardé les essais et entravé les normes de production. Les obstacles administratifs ont également causé d'autres retards dans la mise en œuvre du projet. Par exemple, le changement d'agent de gonflage doit être accepté par le bureau de l'environnement local, ce qui peut prendre des années. Par conséquent, le suivi et la collaboration entre les agences, les entreprises et le gouvernement sont essentiels au succès de la mise en œuvre du projet.

39. Les conditions climatiques pendant la saison de la récolte et des questions relatives à la santé (par exemple, une épidémie de dengue qui a frappé les zones de travail en Argentine) ont forcé le report des projets à la saison des récoltes de l'année prochaine.

40. À Cuba, le retard a été causé par l'absence des pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des refroidisseurs.

Projets d'investissement

41. Les retards causés par les fournisseurs sont attribuables à l'absence d'offres d'équipement acceptables, des retards de livraison, des complications liées à la création d'une nouvelle formule pharmaceutique, et la mise en œuvre d'une technologie étrangère complexe à l'échelle locale. Un soutien étroit de la part des fournisseurs de la technologie et les dispositions spéciales des contrats ont permis de contourner ces problèmes.

42. En ce qui concerne les entreprises, le faible niveau d'assistance financière a nécessité un financement de contrepartie. Certaines entreprises ont mentionné qu'elles ont été obligées d'établir leur

⁴ Les agences d'exécution et bilatérales peuvent télécharger des données de projet essentielles à partir du site Web du Secrétariat depuis juillet 2004, dans le but d'améliorer la cohérence des données et de faciliter la préparation des RAP. En fournissant le numéro ou le titre d'un projet, les données de la base de données de l'inventaire des projets du Secrétariat, ainsi que les données réelles et les remarques des derniers rapports périodiques, s'inscrivent automatiquement sur la première page des formulaires de RAP.

budget d'investissement de manière hâtive, sans avoir obtenu de confirmation du financement, ce qui peut avoir eu des conséquences sur la mise en œuvre du projet de démonstration.

43. Les retards attribuables au gouvernement ont porté sur la sélection de l'institution nationale responsable de la formation, la nomination d'un consultant qualifié et l'obtention de diverses signatures sur les accords de financement.

VI. Enseignements tirés

Aérosols

44. Le gouvernement devrait participer activement à l'établissement des dispositions contractuelles avec les entreprises dans des délais opportuns. Les modalités de paiement fondées sur les résultats sont efficaces et contribuent à accélérer la mise en œuvre de projets.

45. La précision est de mise dans l'élaboration des dispositions des contrats commerciaux afin d'éviter les retards et d'assurer le transfert de technologie par des compagnies reconnues et d'expérience, si possible. Le PNUD a mentionné la nécessité de jouer un rôle plus actif dans la gestion du projet au quotidien, afin d'assurer la coordination avec les partenaires internationaux. Plusieurs facteurs peuvent entraîner des retards, comme constaté dans d'autres projets sur les inhalateurs à doseur, tels que des questions d'ordre juridique, le développement de nouvelles formules, l'approbation de ces formules par l'organisme de réglementation national et le démarrage de la production.

Mousses

46. Réaliser les recherches à l'avance aide l'entreprise bénéficiaire à trouver une meilleure formule avant les essais et évite les retards dans la mise en œuvre du projet. La communication entre les autorités locales et la compagnie doit commencer dès le début du projet. Le plan de rayonnement du marché doit faire partie de la conception du projet afin d'informer les utilisateurs finaux sur la nécessité d'éliminer le HCFC-141b et la qualité de la nouvelle mousse de polyuréthane à vaporiser, et ainsi accélérer la pénétration de la mousse de polyuréthane contenant du HFC-245fa sur le marché.

Fumigènes

47. Les échéances de mise en œuvre doivent être plus souples et les restrictions concernant les méthodes de remplacement doivent être allégées afin de pouvoir faire l'essai de nouvelles technologies pour le traitement des produits saisonniers. Le projet de démonstration mené en Argentine a révélé que finalement, seul le traitement par le froid convient pour les agrumes et seulement dans les grandes entreprises, pour des raisons économiques.

Halons

48. L'assistance fournie par un expert international pour la mise sur pied d'une banque de halons a permis de mieux définir les éléments du projet et de faire consensus dans les secteurs n'ayant pas d'expérience dans la gestion des halons, notamment en ce qui concerne la capacité de définir l'équipement de laboratoire qui convient le mieux et les mécanismes les plus opportuns pour obtenir des résultats.

49. Le financement de contrepartie peut influencer la mise en œuvre du projet et la décision de l'entreprise de participer au projet. Certains utilisateurs de halons n'avaient pas les moyens de payer les dépenses supplémentaires requises et ont dû se retirer du projet. En Thaïlande, les résultats du projet ont été satisfaisants, en général, malgré le retard à nommer un consultant pour aider l'agence nationale à

préparer des plans d'action pour les utilisateurs de halons à des fins non essentielles et un moins grand nombre d'entreprises participant aux étapes de la reconversion et de la démonstration.

RECOMMANDATION

50. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport global d'achèvement de projets présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/7 ;
- b) Exhorter les agences d'exécution à remettre à la 75^e réunion tous les RAP de projets d'accords pluriannuels et de projets individuels en souffrance indiqués respectivement dans les tableaux 5 et 10 du présent rapport, et de fournir les raisons pour lesquelles ces rapports ne sont pas présentés et un calendrier de remise, dans le cas où ces rapports ne seraient pas remis comme demandé ;
- c) Inviter les participants à la préparation et à la mise en œuvre des accords pluriannuels et des projets individuels à tenir compte des enseignements tirés des RAP lors de la préparation et de la mise en œuvre de futurs projets.

Annex I

MYA PROJECT COMPLETION REPORTS RECEIVED

Country	Agreement Title	Lead Agency	Cooperating Agency
Algeria	ODS phase out plan	UNIDO	
Antigua and Barbuda	CFC Phase Out Plan	World Bank	
Argentina	Methyl bromide	UNDP	
Benin	CFC phase out plan	UNEP	UNIDO
Brazil	CFC phase out plan	UNDP	Germany
China	Tobacco	UNIDO	
Colombia	ODS phase out plan	UNDP	
Costa Rica	CFC phase out plan	UNDP	
Cuba	ODS phase out plan	UNDP	Germany, France, Canada
Democratic People's Republic of Korea	Domestic Refrigeration	UNIDO	
Dominican Republic	CFC phase out plan	UNDP	
Georgia	CFC phase out plan	UNDP	
Indonesia	ODS phase out plan Refrigeration Manufacturing	UNDP	
Indonesia	ODS phase out plan Refrigeration Servicing	UNDP	
Iran (Islamic Republic of)	CFC phase out plan Refrigeration Manufacturing	UNDP	
Kenya	Methyl bromide Cut Flowers	UNIDO	UNDP
Lebanon	CFC phase out plan	UNDP	
Lebanon	Methyl bromide Strawberries	UNIDO	
Malawi	Methyl bromide	UNDP	
Mexico	CFC phase out plan	UNIDO	World Bank
Nigeria	CFC phase out plan	UNDP	UNIDO
Pakistan	CTC phase out plan	UNIDO	
Pakistan	Refrigerant management plan	UNIDO	
Panama	CFC phase out plan	UNDP	UNEP
Turkey	Methyl bromide	UNIDO	
Uruguay	CFC phase out plan	UNDP	Canada
Venezuela (Bolivarian Republic of)	CFC phase out plan	UNIDO	

Annex II

INDIVIDUAL PROJECT COMPLETION REPORTS RECEIVED

Code	Agency	Project title
ARG/FUM/29/DEM/93	World Bank	Demonstration project for testing methyl bromide alternatives in post-harvest disinfestation for cotton and citrus (phase I)
ARG/HAL/26/TAS/80	World Bank	National halon management programme to help eliminate the use of halon-1301 in new applications and to manage recovered halon-1301
BGD/ARS/52/INV/26	UNDP	Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol MDIs (Beximco, Square Pharmaceutical and Acme Pharmaceutical)
CPR/FOA/59/DEM/492	World Bank	Conversion of the foam part of Jiangsu Huaiyin Huihuang Solar Co. LTD. from HCFC-141b to cyclopentane
CPR/FOA/59/INV/493	World Bank	Conversion from HCFC-141b-based to HFC-245fa-based spray polyurethane foam at Harbin Tianshuo Building Materials Co. Ltd.
CPR/REF/61/DEM/502	UNIDO	Demonstration sub-project for conversion of room air-conditioning compressor manufacturing from HCFC-22 to propane at Guangdong Meizhi Co.
CUB/ARS/41/INV/23	UNDP	Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol metered dose inhalers (MDIs)
CUB/REF/47/DEM/36	UNDP	Demonstration project for integrated management of the centrifugal chiller sub-sector, focusing on application of energy-efficient CFC-free technologies for replacement of CFC-based chillers
EGY/FUM/56/INV/98	UNIDO	National phase-out of methyl bromide in horticulture and commodities fumigation except in date use
KEN/FUM/65/INV/52	UNIDO	Technical assistance for the final elimination of methyl bromide (MeBr) in post-harvest sector in Kenya.
MOR/FUM/29/INV/37	France	Phase-out of methyl bromide use in the cut flower and banana production
PHI/FUM/44/TAS/76	World Bank	Technical assistance for a national methyl bromide phase-out strategy
THA/HAL/32/INV/134	World Bank	Terminal halon-1211 and halon-1301 phase-out project for fire equipment manufacturers and suppliers converting to ABC powder, CO ₂ , HFC-227ea and inert gases